

DDTM-SEAFEN-PE-RD n°2023-008

Nice, le 3 mars 2023

### RÉCÉPISSÉ DE DÉPÔT DE DÉCLARATION

**2 forages de secours (F1 et F2) dans le champ captant des Plans  
Commune de Carros**

**CONFORMÉMENT A L'ARTICLE 5, LE PRÉSENT DOCUMENT  
NE VAUT PAS AUTORISATION DE COMMENCEMENT IMMÉDIAT DES TRAVAUX**

Le Préfet des Alpes-Maritimes  
Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le code de l'environnement et notamment les articles L.211-1, L.214-1 à L.214-6 et R.214-1 à R.214-56,

**Vu** le code civil et notamment son article 640,

**Vu** le code de justice administrative et notamment l'article R421-1,

**Vu** le code des relations entre le public et l'administration et notamment les articles L411-2 et L411-7,

**Vu** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée approuvé le 21 mars 2022,

**Vu** le schéma d'aménagement et de gestion des eaux de la nappe et basse vallée du Var approuvé le 9 août 2016,

**Vu** l'arrêté portant déclaration d'utilité publique et autorisant le prélèvement sur les captages d'eau potable des plans de Carros en date du 18 novembre 1997,

**Vu** l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Pascal JOBERT, directeur départemental des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes,

**Vu** l'arrêté préfectoral portant subdélégation de signature aux cadres de la direction départementale des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes,

**Vu** la déclaration du 13 février 2023 de la régie Eau d'Azur, reçue en date du 22 février 2023, concernant la réalisation de 2 forages de secours sur le champ captant des Plans, situé sur la commune de Carros,

**Considérant** la complétude du dossier vis-à-vis de l'article R.214-32 du code de l'environnement,

**DONNE RÉCÉPISSÉ DE DÉPÔT DE DÉCLARATION au pétitionnaire visé à l'article 1er pour la réalisation des installations, ouvrages, travaux, activités décrits au dossier de déclaration et dans les conditions détaillées dans ce qui suit**

**Article 1<sup>er</sup> : Référence du dossier**

Pétitionnaire : Régie Eau d'Azur, représentée par M. Arnaud ROSTAN  
N° SIRET : 802 630 608 00064  
Adresse : 369/371 Promenade des Anglais - CS 53135 – 06203 Nice cedex 3  
Date de dépôt du dossier complet : 22 février 2023

**Article 2 : Type et emplacement des travaux et ouvrages**

Mise en place de 2 forages de secours (F1 et F2) sur le champ captant des Plans, 2458 rte de la Grave, 06510 CARROS, parcelle AO 183 afin de sécuriser le réseau d'alimentation en eau potable. Ces forages, situés dans le périmètre de protection immédiate du champ captant des Plans, sont destinés à remplacer les forages P4, P5 et P6, en cas de nécessité.

Le prélèvement effectué sur le champ captant des Plans reste inchangé.

Ouvrages :

Réalisation de 2 forages de 30 m de profondeur et de 600 à 1000 mm de diamètre, crépinés de + 68 à + 50 mètres NGF, et équipés de pompe de 300 m<sup>3</sup>/h environ.  
Les ouvrages sont fermés par un capot étanche et cadénassé.

Mesures correctives et de suivi :

- Les ouvrages sont réalisés dans les règles de l'art par une entreprise spécialisée et dans le respect des prescriptions générales applicables aux ouvrages relevant de la rubrique 1.1.1.0, fixées par l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003. Il en est de même pour leur comblement s'ils ne sont pas conservés.
- Des dispositifs de rétention (membranes imperméables) sont prévus sous tous les matériels susceptibles de provoquer des écoulements d'hydrocarbures pour palier tout risque de transfert.
- Toutes les dispositions sont prises pour qu'aucunes substances (hydrocarbures, fluides d'engins de chantier, produits chimiques) ne soient déversées.
- Les ouvrages sont équipés en tête par une bouche à clé scellée dans du béton. L'ouvrage est conçu de manière étanche afin d'éviter aux eaux de surface de pénétrer dans la nappe du Var.

L'ensemble des mesures conservatoires sus-visées et mentionnées dans la déclaration sont scrupuleusement mises en œuvre. A cet effet, elles sont transmises à l'entreprise en charge des travaux .

Les espèces protégées présentes sur le site devront être préservées lors des travaux.

### Article 3 : Masse d'eau concernée

Masse d'eau souterraine FRDG396 « Alluvions de la basse vallée du Var » définie par le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée.

### Article 4 : Rubriques de la nomenclature

Cette intervention relève de la rubrique suivante de la nomenclature :

numéro	désignation	régime	arrêté de prescriptions générales
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche d'eau ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau.	déclaration	11/09/03 modifié

### Article 5 : Recevabilité du dossier

En l'absence de prescriptions particulières ou d'opposition dans un délai de 2 mois à compter de la date de dépôt mentionnée à l'article 1, les travaux pourront être entrepris, avec ou sans accord expresse de la DDTM06.

**Ce délai sera échu le 22 avril 2023.**

Le récépissé ne préjuge en rien de la suite donnée au dossier.

Conformément à l'article R214-35 du code de l'environnement, le préfet se réserve le droit de s'opposer à cette déclaration dans le délai de 2 mois. En cas d'irrégularité ou de nécessité d'imposer des prescriptions particulières, cette décision sera notifiée par courrier à l'adresse indiquée à l'article 1 du présent récépissé.

Le déclarant s'engage à réaliser les travaux conformément aux dispositions présentées dans le dossier de déclaration. De plus le déclarant doit respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus.

## **Article 6 : Contrôles**

Le pétitionnaire doit prévenir le service eau, agriculture, forêt, espaces naturels de la direction départementale des territoires et de la mer ([ddtm-spe@alpes-maritimes.gouv.fr](mailto:ddtm-spe@alpes-maritimes.gouv.fr)) des dates de réalisation de cette intervention 15 jours avant le démarrage de celles-ci.

Les agents du service chargé de la police de l'eau, ainsi que les fonctionnaires et agents habilités à constater les infractions en matière de police de l'eau, ont en permanence libre accès aux chantiers et aux ouvrages en exploitation. Le bénéficiaire doit mettre à leur disposition les moyens nécessaires pour procéder à tous contrôles techniques utiles pour constater l'exécution de la présente autorisation et le bon fonctionnement des dispositifs mis en place.

A l'achèvement des travaux, les plans de récolement des ouvrages / travaux exécutés, sont remis par le pétitionnaire au service chargé de la police des eaux.

## **Article 7 : Durée**

Le présent récépissé est délivré pour une durée de 3 ans pour le commencement des travaux et à titre permanent pour l'entretien des ouvrages, sous réserve de retrait ou modification pouvant intervenir conformément à l'application de l'article L.214-4 du code de l'environnement.

## **Article 8 : Modification des ouvrages ou des conditions d'exploitation**

Toute modification de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance des services de l'État qui sont susceptibles d'exiger une nouvelle demande, ou de prescrire les mesures particulières rendues nécessaires par la situation.

Lorsque le bénéfice de la déclaration est transmis à une autre personne que celle qui était mentionnée au dossier, le nouveau bénéficiaire en fait la déclaration au Préfet, dans les 3 mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou le début de l'exercice de son activité.

## **Article 9 : Obligations du bénéficiaire – Clauses de précarité**

Le pétitionnaire est tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à venir, notamment en matière de police, de gestion des eaux et de protection des milieux aquatiques.

Dans l'intérêt de la sécurité publique, le service chargé de la police de l'eau peut, après mise en demeure du permissionnaire (sauf en cas d'urgence), prendre les mesures nécessaires pour prévenir ou faire disparaître, aux frais et risques du permissionnaire, tout dommage ou nuisance provenant de son fait, sans préjudice de l'application d'éventuelles dispositions pénales et de toute recherche en responsabilité civile.

Dans un but d'intérêt général, notamment du point de vue de la lutte contre la pollution des eaux, de la protection de la ressource en eau, de la sécurité ou de la salubrité publique, de la police et de la répartition des eaux ou de la préservation des milieux aquatiques, et en particulier si les principes mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement ne sont pas garantis par l'exécution des

prescriptions du présent arrêté, le Préfet peut, à quelque époque que ce soit et sans indemnité imposer, par arrêté complémentaire, prescrire toutes prescriptions spécifiques nécessaires ; suspendre ou retirer la présente autorisation et dans ce dernier cas, ordonner le démantèlement de l'ouvrage, installation ou aménagement et la remise en état du site.

#### **Article 10 : Réserve des droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **Article 11 : Recours**

La présente décision peut être contestée devant la juridiction administrative :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification, conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative.

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 211-1 et L. 511-1, dans un délai de 4 mois à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes.

Les particuliers ont la possibilité de déposer leur recours devant le Tribunal administratif par la voie électronique via l'application internet « télérecours citoyens » (<https://www.telerecours.fr>).

#### **Article 12 : Remarques d'ordre général**

Le présent document est établi à titre de justificatif à toutes fins utiles, en application de l'article R214-33 du code de l'environnement.

Ce récépissé ne dispense pas des autres autorisations qui pourraient être nécessaires pour la réalisation du projet, notamment au titre du code de l'urbanisme.

#### **Article 13 : Publicité et affichage**

Ce récépissé de déclaration est publié sur le site internet de la préfecture des Alpes-Maritimes.

Une copie du récépissé est affichée pendant une durée minimum d'un mois en mairie de Carros. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du Maire et adressé au Préfet des Alpes-Maritimes. Les tiers ont la possibilité de consulter le dossier correspondant à la direction départementale des territoires et de la mer.

Audrey Massot, cheffe du Pôle eau



Annexe 1 : plan de situation

Annexe 2 : plan cadastral

**ANNEXE 1 AU RÉCÉPISSÉ DE DÉPÔT DE DÉCLARATION N°2023-008**  
**2 forages de secours sur le champ captant des Plans de la Régie Eaux d'Azur**  
**Commune de Carros**

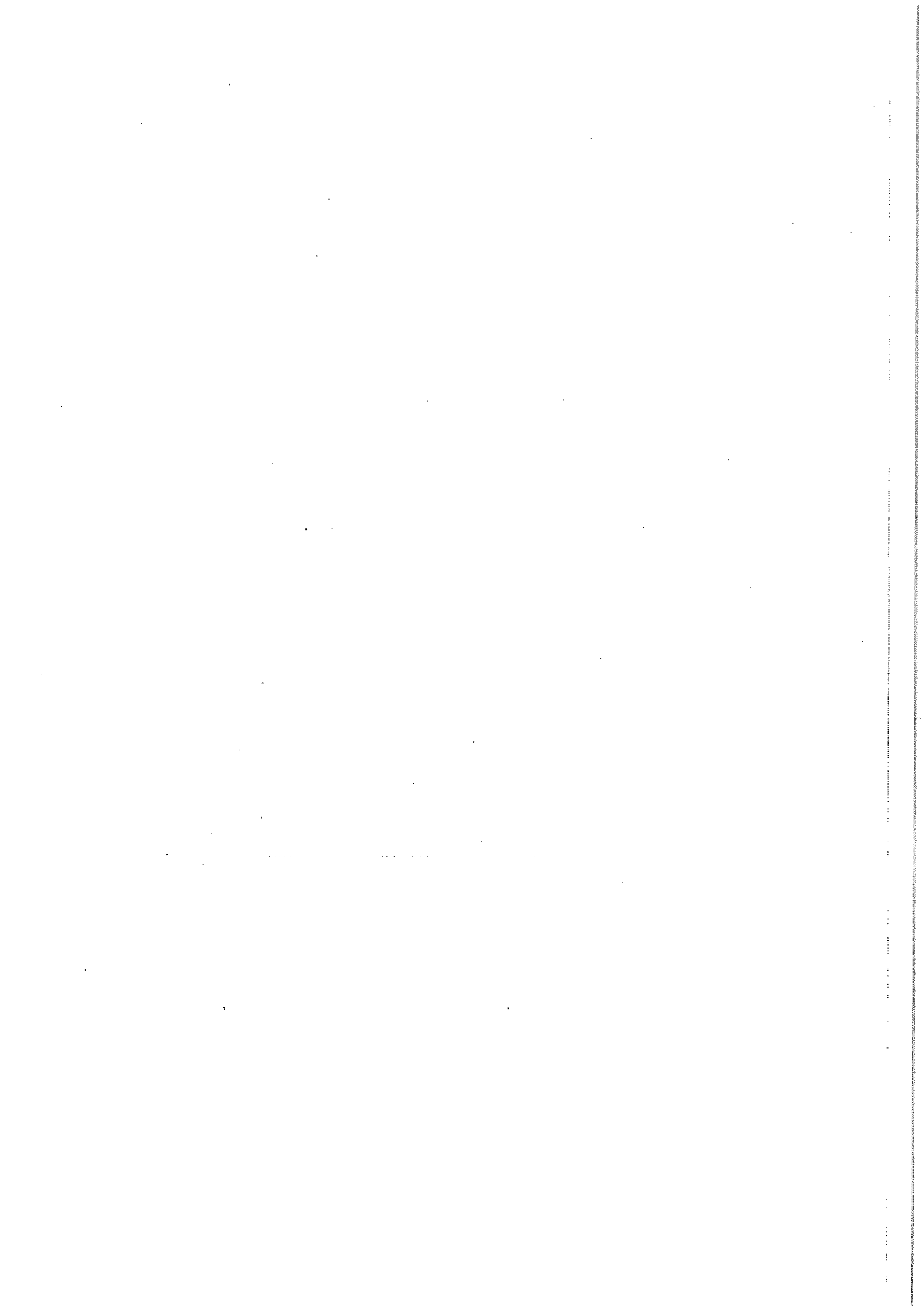
**PLAN DE SITUATION**



**ANNEXE 2 AU RÉCÉPISSÉ DE DÉPÔT DE DÉCLARATION N°2023-008**  
**2 forages de secours sur le champ captant des Plans de la Régie Eau d'Azur**  
**Commune de Carros**

**PLAN CADASTRAL**









**Direction départementale  
des territoires et de la mer  
Service eau, agriculture,  
forêt, espaces naturels**

Nice, le 03 mars 2023

Le directeur départemental  
des territoires et de la mer  
à

Mairie de Carros  
2, rue de l'Eusière:  
06510 Carros

Réf. : DDTM-SEAFEN-PE-RD n°2023-008

**Objet : récépissé de déclaration concernant la réalisation de 2 forages de secours sur le champ captant des Plans à Carros.**

**PJ : 1**

En application de l'article R.214-37 du code de l'environnement, je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint un récépissé de déclaration concernant la réalisation de 2 forages de secours sur le champ captant des Plans à Carros.

Ce document devra être affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du Maire et adressé au Préfet des Alpes-Maritimes.

Audrey Massol, cheffe du Pôle eau



ARRÊTÉ MUNICIPAL N° DP 15/2023

OUVERTURE DE LA MANIFESTATION

«Fête des Fraises et du Terroir»

Samedi 22 Avril 2023 et Dimanche 23 Avril 2023

ET AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Du Mercredi 19 Avril 2023 au Lundi 24 Avril 2023

PLACE LOUIS FRESCOLINI – JARDIN DES ENFANTS – VILLA JEOFFRET

Nous, Ludovic OTHMAN, Adjoint délégué aux Sports, Commerces, Vie Associative, Emploi et Développement Economique,

- Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L 2122-21-1\*
- Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L 2122-18
- Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L 2122-22-2\*
- Vu, le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, notamment ses articles L2121-1 L2125-1 et suivants et L3111-1 et suivants
- Vu, l'arrêté portant délégation de fonctions à Monsieur Ludovic OTHMAN en date du 29 Mars 2022
- Vu, la Délibération du Conseil Municipal en date du 29 Mars 2018 portant modifications des tarifs d'occupation du domaine public
- Vu, la demande faite par le Service Evénementiel, Pôle Vie Locale en date du 2 Février 2023

Considérant qu'il y a lieu de soutenir les manifestations d'intérêt général sur le territoire communal,  
Considérant le caractère d'intérêt local de la demande il y a lieu d'autoriser temporairement l'occupation à titre gracieux du Domaine Public lors de ces manifestations.

Considérant qu'il y a lieu de réglementer la tenue des manifestations municipales ainsi que l'installation et la mise en place de stands pour la vente de marchandises sur les dépendances de la voirie communale,

#### ARRÊTONS

**Article 1 :** Sur la Place Louis Frescolini, le jardin d'enfants et la villa Jeoffret se déroulera le Samedi 22 Avril 2023 et le Dimanche 23 Avril 2023 la manifestation dénommée «Fête des Fraises et du Terroir » comme suit :

Occupation du domaine public :

➤ Du Mercredi 19 Avril 2023 à 9h00 au Lundi 24 Avril 2023 à 18h00

**Ouverture de la manifestation au public :**

➤ Du Samedi 22 Avril 2023 à 10h00 au Dimanche 23 Avril 2023 à 18h00

Sans préjudice des dispositions horaires plus restrictives en fonction d'activités spécifiques, toutes les animations prendront fin au plus tard le Dimanche 23 Avril 2023 à 18h00.

**Article 2 :** L'occupant prendra toutes dispositions relatives aux autorisations préalables nécessaires à la conduite de l'activité qu'il dispensera sur cet espace, notamment au regard des règlements dans le domaine administratif, d'hygiène et de sécurité.

**Article 3 :** L'occupant, s'engage à veiller à ce que les normes sanitaires en vigueur soient respectées.

**Article 4 :** Dans le cadre de cette manifestation dénommée ci-dessus, toute personne morale ou physique ayant la qualité d'artisan, de forain ou de commerçant et dans le cadre de la tenue de son activité à caractère commercial est autorisée, dans les limites des instructions qui seront communiquées par les agents municipaux, à occuper un emplacement sur le domaine public (place Frescolini et jardin de la Chapelle des Selves ) de façon précaire et révocable, le Samedi 22 Avril 2023 et le Dimanche 23 Avril 2023 de 8h00 à 18h00.

**Article 5 :** Les occupants des stands devront s'acquitter de la redevance du droit de place au plus tard le samedi 22 Avril 2023 lors de leur arrivée auprès du Régisseur Placier en exercice selon le tarif en vigueur.

**Article 6 :** L'espace occupé devra être entièrement libéré au terme de la durée de la présente autorisation. Le bénéficiaire est personnellement responsable de toute dégradation du domaine qui serait constatée à l'issue de l'occupation.

**Article 7 :** La Police Municipale, comme l'ensemble des forces de police ou des services de secours du Centre d'Incendie et de Secours auront toutes prérogatives pour procéder à des modifications plus restrictives des présentes autorisations si cela se révélait nécessaire au regard des exigences relatives à la sécurité ou à l'ordre public.

**Article 8 :** Un arrêté réglementant les dispositions relatives aux stationnements et la circulation sera pris dans les délais.

**Article 9 :** Le présent arrêté fera l'objet d'un affichage sur site.

**Article 10 :** Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Capitaine du Centre d'Incendie et de Secours de Carros, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Carros, Monsieur le responsable de la Police Municipale sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du Présent arrêté dont une copie leur sera transmise pour ampliation.

Fait à Carros, le 8 Mars 2023

Pour le Maire, par délégation,  
L'Adjoint,

Ludovic OTHMAN





ARRÊTÉ MUNICIPAL N° DP 16/2023  
PORTANT AUTORISATION TEMPORAIRE D'OCCUPATION  
DU DOMAINE PUBLIC POUR LA MANIFESTATION DÉNOMMÉE  
«JOURNEE DES FAMILLES»  
Samedi 13 Mai 2023  
Parvis de la Médiathèque - Parvis de la Salle Juliette Gréco

Nous, Ludovic OTHMAN, Adjoint délégué aux Sports, Commerces, Vie Associative, Emploi et Développement Economique,

- Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L 2122-21-1°
- Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L 2122-18
- Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L 2122-22-2°
- Vu, le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, notamment ses articles L2121-1 L2125-1 et suivants et L3111-1 et suivants
- Vu, L'arrêté portant délégation de fonctions à Monsieur Ludovic OTHMAN en date du 29 Mars 2022
- Vu, la Délibération du Conseil Municipal en date du 29 Mars 2018 portant modifications des tarifs d'occupation du domaine public
- Vu, la demande faite par la Direction de l'Education, de l'Enfance et de la Famille, Service CAJIP en date du 22 Février 2023

Considérant qu'il y a lieu de soutenir les manifestations d'intérêt général sur le territoire communal,

Considérant le caractère d'intérêt local de la demande il y a lieu d'autoriser temporairement l'occupation à titre gracieux du Domaine Public lors de ces manifestations

ARRÊTONS

Article 1 :

La Direction de l'Education, de l'Enfance et de la Famille, est autorisée à occuper le domaine public de façon précaire et révocable du Vendredi 12 Mai 2023 à 17h00 au Samedi 13 Mai 2023 à 20h00 sur le parvis de la Médiathèque et le parvis de la salle Juliette Gréco – 06510 CARROS, à titre gracieux, pour leur manifestation dénommée « Journée des Familles »

➤ Occupation du domaine public :

Du Vendredi 12 Mai 2023 à 17h00 au Samedi 13 Mai 2023 à 20h00

➤ Ouverture de la manifestation au public :

Samedi 13 Mai 2023 de 10h00 à 18h00

Article 2 :

La Direction de l'Éducation, de l'Enfance et de la Famille, prendra toutes dispositions relatives aux autorisations préalables nécessaires à la conduite de l'activité qu'il dispensera sur cet espace, notamment au regard des réglementations dans les domaines sanitaires ou administratifs.

Article 3 :

L'occupante, s'engage à veiller à ce que les normes sanitaires en vigueur soient respectées.

Article 4 :

L'espace occupé devra être entièrement libéré au terme de la durée de la présente autorisation. Le bénéficiaire est personnellement responsable de toute dégradation du domaine qui serait constatée à l'issue de l'occupation.

Article 5 :

Un arrêté réglementant les dispositions relatives aux stationnements et la circulation sera pris dans les délais

Article 6 :

Le présent arrêté fera l'objet d'un affichage 72 heures à l'avance et sera notifié à l'intéressé.

Article 7 :

Madame la Directrice Générale des Services, le Responsable de la Police Municipale sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du Présent arrêté dont une copie leur sera transmise pour ampliation.

Fait à Carros, le 8 Mars 2023

Pour le Maire, par délégation,  
l'Adjoint,

Ludovic OTHMAN

